(N° 86)

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 MAI 1855.

Rapport de la Commission des Travaux Publics chargée d'examiner le Projet de loi qui proroge l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1835, concer- nant les péages sur le chemin de fer de l'État.

(Voir les N° 167 et 220 de la Chambre des Représentants.)

Présents à la Commission : MM. le Duc D'URSEL, Président; le Baron DAMINET,
DE RYCKMAN, DE DORLODOT, et ROBERT, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le tarif provisoire du 1^{er} juillet 1855, pour le transport des marchandises par le chemin de fer, expire le 1^{er} juillet prochain. Il est donc urgent, vu la prochaine séparation des Chambres d'en proroger l'exécution pour le terme d'une année. C'est le motif d'une demande faite par le Gouvernement.

Pour justifier cette proposition, M. le Ministre expose que l'exécution de ce tarif a produit des résultats avantageux, que de légères modifications reconnues utiles par suite de son expérimentation ont été opérées, qu'il est nécessaire de ne pas opérer des changements fréquents au système de tarification qui gêne toujours le commerce.

Votre Commission, à l'unanimité des membres présents, adopte cette proposition, attendu surtout que la Commission instituée pour améliorer tout ce qui concerne nos voies ferrées, vous promet un travail complet sur la matière; en conséquence, elle vous en propose l'adoption.

Le Président,
Duc D'URSEL.

Le Rapporteur,
N.-J. ROBERT.